



LA ROSE AU POING

Le Journal des Socialistes de Sciences Po

N°8
mars / avril
2008

SPÉCIAL MUNICIPALES

SOMMAIRE

SOMMAIRE

p.1

EDITORIAL

**Nationalisons,
c'est l'UMP qui nous le dit !**
Par Jonathan Gindt

p.1

DOSSIER : LES MUNICIPALES

**Municipales et cantonales 2008 :
les défis qui attendent les futurs élus**
Par Adrien Brun

p.2

**Au-delà du socialisme local,
inventer un avenir pour la gauche**
Par Bastien Taloc

p.3

Metz
*Par Gabriel Schwabe &
Diego Melchior*

p.5

Colombes
Par Fatoumata Sow

p.6

Un nouveau souffle pour Poitiers
*Par Clément Cadoret &
Maxance Barrée*

p.8

**Limoges et Poitiers : la continuité
solidaire, la solidarité continue**
Par Alexandre El Bakir

p.9

**Bertrand Delanoë :
la démarche extravertie
d'un maire qui réveille Paris**
Par Camille Spire

p.10

ACTU

Le Plan Bouillie
Par Michel Servoyal

p.11

Nationalisons, c'est l'UMP qui nous le dit !

par Jonathan Gindt

Cela fait près de trois mois que l'UMP ne sait plus sur quel pied danser en matière d'interprétation des municipales. D'un « scrutin dans lequel il serait absurde que le Président ne s'implique pas », parce qu'il s'agit, magnifique lapalissade, d'une « élection politique », on est passé à la publicité mensongère. Disparition des logos UMP, retrait de toutes références au Président de la République, parfois même crime de lèse-majesté (voir Renaud Muselier à Marseille que le Président « énerve »).

Pourtant, le Premier ministre, valeur refuge de Français totalement désespérés par le spectacle quotidien de la Présidence, bat la campagne sur le mode particulièrement agressif qui le caractérise désormais. On lui parle d'enjeux locaux, à Caen, au Mans, ou ailleurs, il répond « propositions nationales du Parti Socialiste ». Nadine Morano, la grande pythie de l'UMP (et multi-récidiviste de la vulgarité) déclare tout de go que « les Français doivent se mobiliser pour un vrai enjeu national en termes de gestion et de réforme ». Tentative désespérée

de remobiliser son camp, assurément, mais aussi rappel de l'analyse qui sera faite le soir des 9 et 16 mars prochains.

A Paris en particulier (mais aussi à Montpellier, Marseille, Reims, Rouen, Caen, Strasbourg, Lille...), il serait paradoxal de prétendre que le PS n'a pas de propositions quand on mesure l'indigence des opposants que l'on retrouve en face et l'absence total de contre-projet crédible. Une éventuelle victoire de la gauche aux municipales permettra de montrer que dans le pays profondément des élus sérieux, compétents et discrets travaillent quotidiennement à l'amélioration de la vie des Français. Cela ne nous donne pas tous les pouvoirs pour transformer la société mais nous permet sans nul doute de créer une dynamique, une cohabitation territoriale qui permettra de témoigner de qui fonctionne localement et de ce qui ne fonctionne pas nationalement. Les municipales peuvent être l'acte I de la rénovation, à condition de ne surtout pas oublier l'acte II. ■

Municipales et cantonales 2008 : les défis qui attendent les futurs élus.

Par Adrien Brun

Les élections municipales et cantonales des 9 et 16 mars 2008 se dérouleront dans un contexte particulier. L'acte II de la décentralisation est désormais derrière nous. Il a été marqué notamment par la réforme constitutionnelle du 28 mars 2003 et la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales. Les dispositions de cette dernière en matière de transferts de compétences sont pour la plupart entrées en vigueur, au prix d'efforts financiers importants de la part des collectivités. Mais il semble qu'un train de nouvelles réformes soit sur les rails. Les collectivités territoriales, et notamment les communes et départements dont nous nous apprêtons à renouveler les organes délibérants, sont concernées par de nombreuses lois annoncées par le gouvernement ou déjà votées. Elles sont également l'objet de rapports commandés par l'exécutif Sarkozy-Fillon : le rapport Lambert sur les relations entre Etat et Collectivités Territoriales (établi dans le cadre de la révision générale des politiques publiques) et le rapport Attali (qui vise à « libérer » la croissance) en sont deux exemples.

Dans ce cadre les futurs élus auront quatre principaux défis à relever :

Le défi institutionnel

Les institutions décentralisées sont au centre des débats actuels. La proposition de Jacques Attali visant à supprimer les départements est d'ores et déjà enterrée par le Président de la République. Les propositions du rapport Lambert ont davantage de chances d'être mises en application : incitation au transfert de services des communes vers les intercommunalités, et suppression de la clause générale de compétence

pour le département (les compétences du conseil général seraient désormais strictement limitées).

Il faut ajouter à cela la réforme de l'Etat au niveau local, avec la fusion des services de l'environnement et de l'agriculture, la fusion des trésoreries et des centres des impôts, la suppression de tribunaux... Les élus devront veiller à ce que ces réformes correspondent à une vraie rationalisation et amélioration des services publics, et non à de simples coupes budgétaires.

Le défi financier et fiscal

Le gouvernement Fillon a annoncé sa volonté de limiter la dépense publique, et il veut associer les collectivités territoriales à cet effort. Cela passe par une action sur les dotations versées aux collectivités. Alors que celles-ci étaient indexées sur l'inflation et sur une part de la croissance du PIB, elles évolueront en 2008 au seul rythme de l'inflation. Cette décision, passée inaperçue en dehors du champ des spécialistes, aura un impact négatif direct sur l'investissement local. Or l'investissement public local représente 72% de l'investissement public, et contribue fortement à la croissance de l'économie française.

Par ailleurs les représentants des communes, des départements et des régions souhaitent une réforme de la fiscalité locale. La taxe d'habitation, la taxe professionnelle et les taxes foncières sont des impositions vieillissantes, injustes et peu dynamiques. Les associations d'élus locaux ont proposé plusieurs pistes qui font consensus, dont la création d'un impôt départemental basé sur les revenus, ou le développement de la fiscalité environnementale. Mais

Nicolas Sarkozy n'a visiblement pas pris la peine de lire le rapport rédigé par des élus de tous bords, et a préféré proposer un énième grenelle, le « grenelle de la fiscalité locale. » Pour le moment l'annonce est restée sans suite.

Le défi environnemental

De nombreuses décisions prises lors du Grenelle de l'Environnement concernent les collectivités territoriales : tous les bâtiments publics devront être rapidement mis aux normes en matière de consommation d'énergie, des milliers de lignes de tramways et de bus doivent être construites, et les documents d'urbanisme pourraient être modifiés pour donner une place plus importante aux données environnementales. Les élus devront veiller à ce que l'Etat respecte ses engagements, en particulier en termes de financement.

Le défi social

Plan pour les banlieues, mise en place du service minimum dans les entreprises de transport, création d'un service d'accueil dans les écoles en cas de grève, mise en place du droit opposable au logement, création d'un « cinquième risque » (le risque dépendance, qui concerne les personnes âgées et handicapées, aujourd'hui prises en charge par les conseils généraux), expérimentation du revenu de solidarité active (simplification des minima sociaux et incitation à la reprise d'un emploi) ... : les élus locaux auront un rôle clef dans les réformes sociales à venir, et dans le renouvellement des politiques de solidarité imposé par le vieillissement démographique. ■

Au-delà du socialisme local, inventer un avenir pour la gauche

Par Bastien Taloc

Alors que se dessine la perspective d'un vote sanction contre le pouvoir à l'occasion des prochaines municipales, la gauche est confrontée à un paradoxe : loin d'être au mieux de sa forme, elle semble en mesure d'engranger de beaux succès électoraux. Ce paradoxe n'est en réalité qu'apparent compte tenu du caractère désormais systématiquement punitif des scrutins locaux. Loin de devoir nous conduire à pavoiser, une victoire en mars – si elle est souhaitable en soi – ne doit pas installer le PS dans la situation qui a été jadis celle de la SFIO : celle d'une gauche cantonnée à la gestion locale qui abandonne tacitement toute responsabilité nationale. Sa responsabilité est d'autant plus grande aujourd'hui que l'exécutif porte de façon inédite et très préoccupante les stigmates d'une fin de règne. Au-delà des municipales, les socialistes sont donc appelés, plus que jamais, à engager effectivement le chantier de leur rénovation pour offrir une alternative durable aux Français.

Fin de règne prématurée à l'Élysée ?

Même si les ferments d'un vote sanction sont déjà décelables depuis quelques mois, compte tenu du décalage croissant entre la réalité du problème du pouvoir d'achat et les réponses apportées par le gouvernement, **il s'est joué, ces dernières semaines, quelque chose qui porte singulièrement les marques d'une fin de règne, huit mois seulement après l'élection de Nicolas Sarkozy.**

Loin d'être excessive, cette impression se fonde sur une différence majeure entre le début de mandat de Nicolas Sarkozy et celui de ses prédécesseurs : alors que la fin de l'état de grâce s'accompagne généralement d'une déception vis-à-vis des résultats de l'action de l'exécutif et d'une critique de son orientation, **on instruit aujourd'hui non pas seulement le procès de la politique économique du gouvernement mais, plus fondamentalement, celui d'un style de gouvernement et de ses dérives.**

L'affaire de Neuilly ajoute ainsi le clanisme et le népotisme à l'exhibition outrancière, au luxe ostentatoire et à la médiocrité qui semblent

aujourd'hui tenir lieu de mode de gouvernement. **Ce qui se joue actuellement est donc bien plus profond que les illusions perdues de 1981 ou celles de la fracture sociale en 1995. Aucune mesure économique ou recadrage superficiel de la communication n'y changera quelque chose.** La période actuelle porte les traits d'une fin de règne. Cette situation est particulièrement préoccupante pour la suite du mandat de Nicolas Sarkozy : sa crédibilité et sa légitimité à engager des réformes sont aujourd'hui plus qu'entamées et le spectre d'un enlèvement – peut-être définitif – plane lourdement.

La fragilité du sarkozysme est donc mise à nu. **Il est le fruit de la victoire ambiguë d'un homme qui est parvenu, grâce au marketing politique et à un malentendu fiscal déterminant, à séduire concomitamment des « clientèles électorales » antagonistes.**

Du vote sanction à la tentation d'un socialisme local gestionnaire

Dans ces conditions, le scénario d'un vote sanction aux municipales ne pa-

raît pas surprenant même s'il faut tirer les leçons de 2001 en examinant avec prudence des sondages municipaux souvent plus fragiles par définition.

Plus largement, la participation punitive est devenue presque systématique à l'occasion des scrutins locaux. La faiblesse caractéristique des corps intermédiaires en France n'est sans doute pas étrangère au recours aux urnes comme voie de la manifestation du mécontentement. Ce phénomène a par ailleurs été renforcé à partir du moment où la concomitance des élections législatives et présidentielle a privé les Français de la possibilité d'imposer la cohabitation à l'issue d'un vote sanction aux législatives.

Ecartée durablement du pouvoir, la gauche a été logiquement la bénéficiaire de ce phénomène et a pu largement renforcer ses positions au niveau local. Plus que municipal, le socialisme est devenu local avec la conquête en 2004 de la majorité des conseils généraux et de la quasi-totalité des régions. Avec le renforcement des compétences des collectivités territoriales, cette présence de la gauche revêt sans aucun doute beaucoup d'importance. La gestion des exécutifs socialistes est par ailleurs jugée positivement

en général, alliant rigueur, efficacité et justice sociale. Des expériences particulièrement originales ont été développées faisant de ces collectivités autant de « laboratoires » de la gauche.

Certes. Ce satisfecit ne doit pas cependant conduire le PS à se contenter de ses positions acquises au niveau local. **Dans une configuration où droite et gauche semblent mécaniquement se partager les rôles entre responsabilité nationale et responsabilités locales et où la cohabitation local-national fait figure d'ersatz de cohabitation, nous devons écarter cette tentation insidieuse de faire du socialisme local le seul horizon du socialisme en France.**

« **Le socialisme local ne saurait donc être l'horizon de la gauche. Source d'expériences et d'innovations précieuses, il doit être conçu comme un levier et un instrument, non comme une finalité.** »

Souvenons-nous de la marginalité à laquelle s'est condamnée la SFIO en consentant tacitement à un abandon de ses responsabilités nationales pour se replier sur le niveau local.

De surcroît, dans un parti affaibli, confronté au départ de nombreux militants et donc au risque de se « notabiliser », l'influence des élus est mécaniquement renforcée. **Or le rôle des élus dans un parti est ambivalent** : leurs collectivités peuvent être autant de points d'ancrage dans la réalité et de prise de température, utiles pour faire évoluer nos grilles de lectures, **mais leur poids décisif et l'importance qu'ils accorderont au maintien de nos positions électorales locales peuvent être aussi un facteur d'inertie.**

Le socialisme local ne saurait donc être l'horizon de la gauche. Source d'expériences et d'innovations précieuses, il doit être

conçu comme un levier et un instrument, non comme une finalité.

Au-delà de ce socialisme local, la gauche a plus que jamais un avenir. Ses valeurs n'ont rien perdu de leur modernité pour peu que les instruments placés à leur service soient renouvelés.

Or si nous souhaitons, nous socialistes, être à la hauteur des nos responsabilités nationales, nous devons dès maintenant engager ce travail profond de rénovation qui permettra de forger de nouveaux instruments au service de nos valeurs.

La rénovation, maintenant !

Nul doute que le mécontentement des Français les conduira assez logiquement à se tourner vers la gauche, notamment après une probable victoire aux municipales, en attente de réponses et de contre-propositions. Cette attente sera d'autant plus forte que la situation politique actuelle pourrait déboucher sur un enlèvement durable voire définitif de l'exécutif. Un rendez-vous manqué des socialistes qui n'en seraient pas à la hauteur aurait alors des conséquences bien difficiles à déterminer...

Nous devons avoir conscience que nous contenter de récolter les dividendes du mécontentement ne suffit plus. Même d'un point de vue purement électoral : la rentabilité électorale de l'attentisme sur fond de protestation contre le gouvernement est devenue beaucoup plus incertaine au moment des élections nationales.

Les socialistes ont donc le devoir de construire un véritable projet. Un projet audacieux qui, fidèle à nos valeurs, repose sur des instruments renouvelés.

En effet, les Français, bien que mécontents de l'action de l'exécutif actuel, ne nous accorderont pas leur confiance si ce doit être sur la base de solutions qui

ont déjà administré la preuve de leurs limites voire de leur échec.

Les « Forums de la rénovation » ont permis d'esquisser quelques pistes intéressantes mais cette démarche reste insuffisante et surtout peu lisible. Il eût été sans doute nécessaire d'y associer tous les militants par des mécanismes de remontée plus efficaces des travaux conduits à l'intérieur des sections. Cela a déjà été dit, notamment sur ce blog, mais **un changement d'organisation du parti est nécessaire dans un sens résolument « participatif ».** Une réflexion doit être engagée également pour donner plus de place aux nouveaux militants et permettre à ceux qui ne sont pas militants, mais qui le désirent, de contribuer à ce travail de fond qui nous attend.

Outre ces changements indispensables, le processus de rénovation que nous devons engager devra satisfaire plusieurs conditions.

Tout d'abord, nous ne devons pas préjuger de son issue comme si les dés étaient déjà jetés. N'en déplaise à ceux qui cèdent aux raccourcis simplistes, repris par les médias, préempter la rénovation en posant d'emblée que son débouché doit être un « Bad Godesberg à la française », c'est d'abord être très peu ambitieux et c'est ensuite la condamner à l'échec.

« **Nous devons avoir conscience que nous contenter de récolter les dividendes du mécontentement ne suffit plus.** »

Ouverte à toutes les sensibilités sans préjuger de son débouché, la rénovation doit en revanche donner lieu à un choix clair à son issue. La recherche de la syn-

thèse rend sans doute gouvernable notre parti mais, en devenant systématique, elle rend son positionnement peu lisible et l'affaiblit considérablement à l'extérieur comme sur le fond.

Enfin, ce processus devra respecter une trilogie, sorte de « triangle magique » de la rénovation : renouvellement des grilles de lecture, élaboration d'un projet et enfin, rédaction d'un programme. Nous devons dans un premier temps bâtir de nouvelles grilles d'analyse de la société qui permettront dès lors d'envisager le renouvellement de nos instruments

à l'aune des changements analysés. Ce travail sur le « logiciel » permettra alors d'écrire un projet sur la façon dont nous envisageons la France à long terme.

Enfin, notre programme sera la déclinaison concrète et opérationnelle de ce projet à l'échelle d'une mandature.

Nous devons garder à l'esprit ces trois étapes et éviter de les confondre comme ce fut cas à l'occasion de l'**élaboration du bien mal nommé « Projet socialiste », programme de synthèse qui a été baptisé « projet » sans doute par acte manqué...**

Notre parti peut s'appuyer sur de nombreuses ressources pour relever ces défis. **N'en déplaise à ceux qui semblent ne plus croire en son avenir, ses militants souhaitent prendre part à cet ambitieux travail.**

Engagés avec détermination dans la campagne des municipales, n'oublions donc pas, pendant les semaines à venir, qu'au-delà de l'horizon du socialisme local, il existe bien un avenir pour la gauche et qu'il est de notre devoir de l'incarner. ■

Metz

*Gabriel Schwabe, adhérent à la Section PS de Metz-Sud.
Diego Melchior, adhérent à la Section PS de Sciences Po*

Main grasse sur la ville ! Non, nous ne parlons pas du conseiller municipal Nottola tentant de faire main basse sur la ville de Naples, mais bien de la ville de Metz. Son désormais mythique maire sans interruption depuis 1971, Jean-Marie Rausch, 78 ans, a annoncé qu'il briguerait un septième mandat. L'annonce de cette candidature résume déjà assez bien le personnage qui tient au creux de sa main la ville de Metz depuis plus de trente ans contribuant ainsi à son isolement chronique. Messins depuis des années, nous constatons malheureusement l'endormissement de la ville et l'essoufflement de son maire divers droite. En effet, ce n'est sûrement pas le projet de construction du Centre George Pompidou 2 et l'arrivée du TGV-Est européen qui ont réveillé la démocratie, l'économie et la culture ou ont transformé la politique des transports.

Politique des transports ? C'est le « tout bagnole » qui a triomphé (Rausch est très fier de ces parkings !) si bien que Metz est à ce jour

la seule grande ville de l'Est de la France à ne pas posséder un réseau solide de tramways. Nancy, Strasbourg, Colmar, Mulhouse ont tous adopté ce système de transport en commun qui a toujours fait partie des originalités urbaines des grandes villes lorraines et alsaciennes. Politique culturelle ? Metz possède certes la très élitiste salle de spectacles L'Arsenal, mais du côté du spectacle pour jeune, encore une fois on a failli frôler le néant après la tentative de fermeture des Trinitaires. Rayonnement universitaire ? Il y a de quoi s'interroger. Bien sûr, Metz possède des établissements importants comme l'Ecole Nationale d'Ingénieur de Metz, l'Université Paul Verlaine, les écoles Supélec, Ensam et Georgia Tech, mais, depuis dix ans, des filières prestigieuses ont boudé la ville : Sciences Po s'est installée à Nancy, Metz ne possède pas de faculté de médecine et de pharmacie, une bonne partie des étudiants en droit choisissent encore une fois Nancy plutôt que Metz... Politique des quartiers ? Jamais, il n'est venue à l'esprit de Rausch de faire de la démocratie

participative et de l'interaction avec les quartiers une priorité essentielle pour redynamiser la ville...

La politique de Jean-Marie Rausch n'est pas une réussite et Marie-Jo Zimmermann, pourtant déjà députée UMP, qui prétend le remplacer en prétextant faire mieux que lui est déjà hélas bien trop connue... Cela fait vingt ans qu'elle tente d'« être calife à la place du calife » ! D'ailleurs, les conflits de petits intérêts et les rivalités de personnes donnent une bien mauvaise image de la politique messine et de la droite qui se veut pourtant dans la rupture : où sont les jeunes sur leurs listes quand il ne se limitent pas à un ou deux alibis ? en quoi la politique a-t-elle changé pour eux ? que proposent-ils de neuf ? La politique reste une affaire personnelle, de prestige ; Zimmermann comme Rausch n'a que faire des préoccupations des messins, ce qui l'intéresse c'est son siège d'élu. Les propositions neuves sont absentes chez Rausch et chez Zimmermann, il ne s'agit que de critiquer ce qu'a fait le rival... Face à la droite, la gauche, elle, voit

son ciel dégagé des nuages qui menaçaient son unité. Le second tour des primaires socialistes avait départagé le strauss-khanien Dominique Gros du fabiusien Pierre Bertinotti, rivaux de toujours. Suite à l'investiture de Dominique Gros, déjà candidat en 1995 et en 2001, Bertinotti se désolidariserait, pas après pas, du camp socialiste jusqu'à sa démission du PS messin pour rejoindre, au nom de l'ouverture et sous l'étiquette Gauche Moderne, la liste de celui qu'il combattait au conseil municipal depuis des années, Jean-Marie Rausch. Sans rire, il explique son revirement par le fait que « la gauche va perdre à Metz. Pour qu'elle ait une chance d'être représentée sous la prochaine liste municipale, il faut qu'une personnalité de gauche y figure ». Toujours est-il que son départ a détendu l'atmosphère entre les socialistes messins qui se sont dès lors entièrement consacrés à la finalisation du programme.

Dominique Gros n'est pas homme à faire table rase du passé. S'il ne désavoue pas l'héritage de Rausch, l'enjolivement de la ville par exemple, il préconise tout de même un changement de cap pour offrir un avenir à une ville en perte de dynamisme.

Il articule ses propositions autour de cinq grands thèmes : Metz l'euro-péenne, l'intelligente, la solidaire, l'écologique et la démocrate. Il préconise notamment la mise en place d'une démocratie participative grâce à des comités de quartier ; et prévoit également une nouvelle politique des transports favorisant un mode en site propre « de type *busway* tel qu'il existe aujourd'hui à Nantes », l'allongement des horaires, l'augmentation des fréquences et l'aménagement de nouveaux tarifs sur des critères sociaux, l'impulsion d'une vie étudiante digne d'une véritable ville universitaire, d'un partenariat fructueux vers le sud avec Nancy, la création d'un Festival international d'art contemporain promouvant le numérique, l'architecture et le design, en relation étroite avec le Centre Pompidou, la construction d'une salle des musiques actuelles...

Pour conduire sa liste à la victoire, Dominique Gros a adopté une stratégie de mobilisation des abstentionnistes, de responsabilité et d'union des forces progressistes. En effet, Metz détient le triste record de 53% d'abstention au dernier scrutin municipal et le maire sortant parie sur une pareille démobilisation de l'élec-

torat populaire messin pour conserver son fauteuil. Si les socialistes persuadent les messins de se rendre aux urnes, il est possible que la ville connaisse une alternance historique. Convaincu par un tel scénario, Dominique Gros a abandonné l'idée du copinage politique pour élaborer une liste qui pourra gérer les grands dossiers municipaux. Qu'ils soient jeunes, issus de la diversité ou de la société civile, aucun des colistiers ne sera un alibi, ils seront tous des personnalités connues et reconnues pour leurs différentes capacités. Contrairement aux candidats de droite qui ont tous choisi de centrer les enjeux de la campagne sur leur personne, la tête de liste socialiste fait confiance en la crédibilité de son projet et de son équipe. Une crédibilité d'autant plus forte qu'elle s'appuie sur des personnalités et des familles politiques diverses : les partenaires habituelles que sont les verts et les communistes, des membres de la société civile et plusieurs responsables du Modem messin. Forte de cette large union et face à une droite divisée, la gauche messine ne doute plus de ses chances de victoire et avance sereinement vers les échéances de mars prochain. ■

Colombes

Par Fatoumata Sow

Dans quelques semaines, Colombes s'apprête à vivre un moment électoral fort. En effet, depuis 7 ans, la mairie de Colombes (92, Hauts-de-Seine) a été tenue par la droite et le bilan n'est pas très positif, preuve en est, la candidate sortante, Mme Goueta, se fait secourir par un des bras droit de notre cher Président, Rama Yade... Retour sur la situation.

Bilan négatif

Les municipales à Colombes s'annoncent comme étant une réelle opportunité pour le Parti Socialiste d'amener un changement de majorité politique au sein de la ville. La situation est exceptionnelle,

le candidat socialiste, Philippe Sarre (conseiller municipal de Colombes et conseiller général des Hauts-de-Seine) va conduire pour ces élections une équipe de femmes et d'hommes de gauche, d'écologistes et de personnalités. Ce rassemblement issu d'un grand esprit de responsabilité des dirigeants politiques locaux témoigne

de l'attente des habitants de la ville de voir d'autres orientations mises en œuvre et une autre façon de faire de la politique. En effet, le bilan de la droite à Colombes est extrêmement tâché de points négatifs. En matière de solidarité, Colombes, depuis 7 ans a fait le choix de réalisations en faveur des personnes les plus for-

tunées, l'exemple du logement est le meilleur pour illustrer cette situation, puisqu'aucun logement social n'a été construit durant la mandature de Mme Goueta. Au contraire, la ville a connu plusieurs destructions de logements sociaux et de nouvelles constructions résidentielles de luxe (avec des quartiers vendant le m² à 6000 euros !). De plus, le domaine écologique a été négligé durant ces sept dernières années à Colombes, puisque la ville n'a pas pris le train comme l'ont fait beaucoup de communes ; à Colombes rien n'a été fait sur la question de la circulation douce et du développement durable, aucune réflexion sur le plan du logement, pas de partenariats pris avec les entreprises mais surtout aucune prise de disposition pour mettre en place un Agenda 21. En d'autres termes, il y n'y a pas eu de travail durant ces 7 dernières années mais plutôt de la communication de la part de la candidate sortante. Enfin, en matière de démocratie, elle est en panne à Colombes depuis 7 ans puisque certaines structures de quartier se sont retrouvées vides et il n'y a pas eu de mise en participation des habitants sur les questions qui les concernaient comme le logement ou l'urbanisme. En effet, certains habitants ont découvert la démolition de leur immeuble au dernier moment. Ajouté à cela, alors que c'était possible, les associations de quartier n'ont pas été sollicitées pour réfléchir sur des questions dans les domaines qu'elles connaissent (le sport ou même la culture). En somme, les associations n'ont pas été de véritables partenaires de la mairie. Le rendez-vous a été manqué pour la démocratie et cela a été amplifié par le comportement de la maire qui s'est montrée éloignée, distante des habitants, voire même inexistante...

Parachutage de Yade

Face à un tel bilan négatif, qui pouvait aider la candidate sortante pour récupérer la Mairie ? Nicolas Sarkozy évidemment ! C'est ainsi qu'au mois de novembre, le parachutage de

Rama Yade à Colombes a été officiellement annoncé. Il faut savoir que Rama Yade, secrétaire d'Etat au droit de l'homme, est en mission commandée puisque c'est à la demande de Patrick Devidjean qu'elle s'est retrouvée sur Colombes. Ancienne habitante de la ville, Rama Yade se place ainsi comme un auxiliaire du maire pour l'aider, la « sauver » mais surtout lui apporter le crédit de sa propre personne. Il faut noter, fait important, que si Rama Yade vient à Colombes pour aider un maire qui en a besoin, c'est donc que le bilan de la maire sortante ne lui suffit pas et donc qu'il est négatif.

« Il faut noter, fait important, que si Rama Yade vient à Colombes pour aider un maire qui en a besoin, c'est donc que le bilan de la maire sortante ne lui suffit pas et donc qu'il est négatif. »

Toutefois, soulignons que Rama Yade a le droit, et même une part de légitimité, de s'investir dans ses municipales mais c'est tout de même une personne qui ne s'est jamais impliquée à Colombes ni dans les associations, ni dans les quartiers mais que surtout, à aucun endroit, elle n'a montré son intérêt pour son ancienne ville, si ce n'est pour ces municipales. Elle est donc plus Parisienne que Colombienne... Ainsi, elle va renforcer le clan des Parisiens à Colombes puisque dans les adjoints de la majorité municipale, la moitié habite en dehors de Colombes. Pour mener une politique locale, il est fortement conseillé de bien connaître sa ville et d'y être intégré...

Et les habitants ? La venue de Rama Yade suscite davantage d'enthousiasme au sein de l'UMP qu'auprès des habitants qui continuent à la regarder plus comme un membre du gouvernement Sarkozy et non pas comme quelqu'un intégré à sa ville et qui y aurait montré un engagement.

Quoiqu'elle fasse, elle restera toujours le symbole de Nicolas Sarkozy aux yeux des Colombiens.

Une gauche unie à Colombes

Mais malgré tout cela, l'opposition à Colombes est forte et propose à ses habitants de nouvelles perspectives et des propositions pour remédier aux défauts et aux manques de la majorité en place. Aussi, leur programme s'articule autour de la solidarité, l'écologie et la démocratie.

En matière de solidarité, il s'agira de reprendre la construction de logements sociaux, traiter les quartiers périphériques à égalité avec le centre ville (que ce soit du point de vue propreté, animations et éclairage). Il s'agira aussi de revoir les tarifs d'accès aux services puisque la population modeste de Colombes se trouve handicapée depuis sept ans pour inscrire les enfants à la cantine ou dans les colonies de vacances.

En ce qui concerne l'écologie, l'ambition de la liste de gauche est forte mais réalisable. Les élus se concentreront sur la mise en place d'un agenda 21 et d'un plan climat. Un travail sur les circulations des vélos, piétons et lignes de bus est prévu mais surtout la mairie travaillera avec l'ensemble des partenaires de la ville, que ce soit les écoles, les industries ou les commerces, pour réduire l'emprunte écologique pour faire de Colombes une ville exemplaire dans le domaine de l'écologie.

Enfin sur le point de la démocratie, elle sera remise en place dans les quartiers et chaque quartier se verra attribuer un budget avec une gestion propre qui lui permettra de fonctionner et d'aménager des locaux dans le quartier. Un travail en liaison étroite sera fait avec le milieu associatif pour la création d'une maison des associations qui sera un lieu de rencontres entre les associations, un lieu de débats, d'échanges, de forum et où les associations pourront

trouver de l'aide sur le plan logistique et dans le domaine de la gestion. Le milieu associatif sera finalement associé dans les domaines qui le concernent avec la municipalité afin de faire évoluer les pratiques politiques dans ce secteur pour qu'aucun projet d'envergure dans les quartiers

ne soit fait sans que les habitants ne soient consultés d'un bout à l'autre.

Projet ambitieux ? Oui, nous réponds le candidat socialiste Philippe Sarre mais c'est cela l'enjeu : faire de Colombes, avec ses richesses et sa diversité, un

espace de « vivre ensemble » s'appuyant sur l'intelligence et la participation citoyenne. Le rendez-vous est pris pour les 9 et 16 mars prochains... ■

Un nouveau souffle pour Poitiers

Par Clément Cadoret, référent du PS Sciences Po à Poitiers, avec la collaboration de Maxance Barrée, animateur fédéral du MJS de la Vienne.

Poitiers est une ville de gauche, et elle a su le montrer au cours des dernières consultations électorales. En effet, Ségolène Royal est arrivé largement en tête au deuxième tour de l'élection présidentielle dans la ville. Et les élections législatives ont vu la victoire sur les deux circonscriptions de la ville des deux candidats du Parti Socialiste : Catherine Coutelle a été élue pour la première fois député avec plus de 55% des voix, et Alain Claeys a été quant à lui réélu avec 59% des voix.

Depuis juin, le département de la Vienne ne compte ainsi plus aucun député UMP, et seul le conseil général est encore détenu par la droite. Les électeurs poitevins ont donc affirmé très fortement leur soutien au parti socialiste et à sa politique au niveau local.

L'enjeu principal des élections municipales pour ce mois de mars est le remplacement de l'actuel maire Jacques Santrot. En effet, après trente et un ans à la tête de la ville, celui-ci a décidé de ne pas se représenter aux élections municipales. Son action et celle de ceux qui l'ont accompagné tout au long de ses mandats mérite d'être soulignée.

C'est en premier lieu l'action sociale dans les quartiers qui est félicité nationalement, grâce au développement des associations, à la construction de nombreux équipements sociaux...

Jacques Santrot s'est aussi distingué par une politique de grands travaux, qui a permis à Poitiers de se doter d'équipements dignes d'une métropole régionale. Ces dernières années un nouveau théâtre a été construit et un pôle multimodal est en développement autour de la gare. Dans le même temps, il a permis l'expansion de l'université, faisant ainsi de Poitiers la première ville universitaire de France, et à la mise en place d'un solide réseau de transports en commun. Poitiers est donc devenu au cours de ces années une ville très attractive pour tous. Et enfin, il faut souligner que la gestion de la ville a été exemplaire et le budget sain.

Cependant suite aux défaites nationales du parti socialiste, un renouvellement apparaît nécessaire. Et c'est ce renouvellement qu'incarne le candidat présenté par le parti socialiste, le député Alain Claeys. Investi en décembre par les militants, il souhaite renouveler à Poitiers par les têtes et dans les idées.

La liste qu'il conduira aux élections municipales est ainsi une liste résolument de gauche comprenant des militants socialistes, verts, radicaux et communistes, et de nombreux représentants de la société civile. Avant la formation de cette liste, Alain Claeys avait formulé trois critères : deux tiers de nouvelles personnes n'ayant jamais été élus municipaux à Poitiers, une femme première adjointe, et de nouvelles personnes pour les compétences d'adjoint. La liste ren-

due publique reflète la tenue de ces engagements: la moyenne d'âge y est de 48 ans, toutes les catégories professionnelles sont représentées, et Mme Christine Sarrazin, non-inscrite au Parti Socialiste a été désignée comme première adjointe.

Mais le renouvellement passe aussi par les idées : « il y a deux écarts à éviter : tout bouger ou ne rien changer » expliquait ainsi Alain. Il propose donc des idées claires et précises pour placer Poitiers au cœur des échanges dans l'Ouest pour les prochaines années. Avec le projet « Cœur d'agglomération », il souhaite aussi redynamiser le centre-ville, par la valorisation de son patrimoine architectural unique, et par le développement de nouvelles infrastructures. Enfin, la solidarité est au cœur du projet d'Alain Claeys pour Poitiers, et la mairie multipliera les efforts en ce sens, tout en impliquant les citoyens dans un développement responsable de la ville.

La rénovation de la gauche passant nécessairement par des initiatives menées au niveau local, le maintien de notre présence à la tête de la mairie de Poitiers ne pourra que nous aider à nous reconstruire, tout en opposant à la politique du gouvernement actuel d'autres projets solidaires et ambitieux. ■

Limoges et Poitiers : la continuité solidaire, la solidarité continue

Par Alexandre El Bakir

Les prochaines municipales dans les capitales régionales du Limousin et du Poitou-Charentes promettent d'être intéressantes. En effet, Limoges et Poitiers, fiefs du PS depuis respectivement 1912 et 1977, sont les deux agglomérations les plus importantes du grand sud ouest après Bordeaux et Toulouse. La longévité des maires en place, à Limoges Louis Longequeue de 1956 à 1989 et Alain Rodet de 1989 à 2008, Jacques Santrot à Poitiers de 1977 à aujourd'hui, permet de voir comment le socialisme municipal traduit sur le terrain et dans la durée nos idéaux de solidarité. Malgré l'ancrage à gauche de ces deux villes, industrielle dans une région agricole pour la ville de la porcelaine, universitaire dans une région tertiaire pour la ville du Futuroscope, ancrage qui rend l'hypothèse d'une victoire des listes sarkozystes peu crédible, les enjeux n'en sont pas moins nombreux.

Le premier enjeu, commun aux deux villes, c'est la parité et la diversité. En effet, les deux municipalités sortantes ont particulièrement mis l'accent sur ces deux dimensions, en faisant de leurs listes des exemples à suivre. Alain Rodet et Alain Claëys, député et ancien trésorier du PS, successeur probable de Jacques Santrot, ont compris que l'égalité entre hommes/femmes d'une part, et la représentation de la France métissée d'autre part, sont un impératif démocratique pour une mairie.

En ce qui concerne Poitiers, ville de 85 000 habitants dans une agglomération qui en compte 130 000, voilà ce que l'on peut lire sur le site internet d'Alain Claëys: «la géographie, c'est la fixité ; la politique, le mouvement. Insensiblement, les villes

du Grand Ouest profitent chaque année davantage de l'attractivité de Paris. Poitiers ne saurait rivaliser avec Bordeaux ou Nantes, mais dans le concert des villes de l'Ouest, sa petite musique doit se faire entendre. Nos atouts sont nombreux.» Le programme reprend les priorités du Grenelle de l'Environnement, il prévoit notamment le soutien aux projets ferroviaires pour que dans huit ans, la ligne TGV Atlantique soit totalement à grande vitesse, confortant ainsi le positionnement central sur l'axe Nord-Sud, de Lille à Irun. Parallèlement, le TGV Poitiers-Limoges est une priorité. Cette centaine de kilomètres de ligne n'est évidemment pas une fin en soi, mais elle constitue les prémices d'un futur TGV allant de Nantes à Lyon, qui donnerait un autre visage à la France ferroviaire décentralisée. Pour aller de Lyon à l'Atlantique, il faut actuellement passer par Paris ! Ce qui se joue ici, c'est la capacité à relier la façade ouest au centre de l'Europe via la cité lyonnaise.

Pour ce qui est de l'université, c'est LA priorité. Elle travaille déjà en étroite collaboration avec les universités de Bordeaux, La Rochelle, Limoges, Orléans et Tours. Cette démarche sera encouragée sans réserve, en particulier grâce à des conventions dites de « facilitation de l'accueil étudiant », pour une meilleure liaison concernant les formations proposées ou le logement. Les infrastructures et l'université ne sont que deux exemples parmi d'autres. Ils démontrent le souci réel de poursuivre les efforts pour que dans la région présidée par Ségolène Royal, la capitale régionale soit un exemple national.

Quant à Limoges, résolument à gauche comme l'ensemble de sa région,

la ville des arts du feu devrait garder le cap en mars prochain. La droite est loin d'être unie puisque l'initiative du Modem, qui refuse toute alliance avec la droite, pourrait déstabiliser l'UMP Camille Geutier, opposant historique au député-maire sortant. Les 140 000 habitants, au cœur d'une agglomération de plus de 180 000 habitants, devraient reconduire Alain Rodet, professeur d'économie originaire de la Drôme.

Dans cette ville au passé ouvrier riche (la CGT y a été créée en 1895) et au futur technologique prometteur (pôle de compétitivité «Ester Technopôle», écoles d'ingénieur ENSIL et ENSCI), l'un des enjeux est l'avenir du tissu économique. Limoges est le siège social de deux grandes entreprises de dimension internationale : la première, cotée au CAC 40, Legrand (leader mondial du matériel électrique) ; et la seconde, Madrange (secteur alimentaire), merci à la publicité de Bernard Laporte (un jambon avec un demi... d'ouverture!). On y trouve également relever les chaussures de luxe «J.M. Weston», les transports Bernis, le constructeur Renault Trucks, l'équipementier Valeo et les entreprises porcelaines Bernardaud et Haviland. Or, les craintes de délocalisation ont été nombreuses et l'un des axes centraux du programme socialiste consiste en l'élaboration d'un plan d'ensemble visant à prévenir et accompagner les mutations économiques.

Un autre enjeu dans la cité de Bugeaud, Carnot, Malinvaud et Renoir est celui des infrastructures et du développement durable. Pionnière en matière de recyclage et de traitement optimal des déchets, les projets pour l'environnement sont renouvelés (augmentation des espa-

ces verts et replantage systématique des arbres coupés). La ville a en revanche longtemps souffert, à l'instar de Clermont-Ferrand, de la barrière naturelle du Massif Central. L'auto-route A 20 qui relie Paris à Toulouse a changé la donne mais le TGV se fait toujours attendre en gare des Bénédictins, pourtant élue plus belle gare de France par la SNCF ! L'abandon du projet POLT (Paris-Orléans-Limoges-Toulouse) a relancé l'idée

d'un raccordement au réseau TGV par Poitiers, dont la prochaine mandature en a fait, en synergie avec les acteurs économiques de la région, la priorité numéro un de l'action municipale.

Vous le savez tous, Bordeaux et Toulouse pourraient basculer, après des décennies de gestion par la droite, dans le camp de l'équité et du progrès. Si les quatre premières villes

du grand sud ouest pouvaient être gérées par la gauche, cela constituerait un contre-poids utile à la politique du gouvernement à l'échelon national. Aux électeurs bordelais et toulousains de faire le nécessaire. De leur côté, les électeurs limougeaux et les poitevins leur montreront la voie à suivre ! ■

Bertrand Delanoë : la démarche extravertie d'un maire qui réveille Paris

Par Camille Spire

Comment résumer les 7 ans de la mandature de Bertrand Delanoë à Paris ? Eh bien, il suffit de remarquer la différence avec les 100 ans de gouvernance de la droite qui ont précédé.

Paris est redevenue une capitale qui bouge. Loin de la « ville musée » qui se profilait à l'horizon, Bertrand Delanoë a su enthousiasmer la population d'Ile de France et les nombreux visiteurs de Paris et enclencher une dynamique qui ne demande qu'à être approfondie entre 2008 et 2014.

Les parisiens ont été placés au cœur de la démarche de participation active mise en place par Bertrand Delanoë –notamment par la création des conseils de quartiers et la politique de concertation menée par la mairie. Comme l'a dit Bertrand Delanoë aux parisiens : « Vous aimez Paris et vous faites aimer Paris ». D'ailleurs, 73% de ces derniers se déclarent satisfaits de l'action globale du maire de Paris- sympathisants de l'UMP compris.

Faisons rapidement un petit tour d'horizon des changements apportés à la capitale par son maire depuis 7 ans.

Concernant l'emploi, de réelles améliorations ont été mises en œuvre. Des régies de quartiers et autres structures d'insertion ont permis à 6 500 allocataires du RMI de trouver un emploi ou de créer une activité. Les forums qui permettent aux offres et aux demandes de se rencontrer auraient, quant à eux,

permis l'embauche de 18 000 personnes depuis 2003. Les arbitrages budgétaires de la ville de Paris ont été salués (meilleure notation AAA) par trois grandes agences. La mairie de Paris justifie systématiquement l'utilisation des taxes perçues pour des investissements axés sur le logement social et les dépenses de solidarité. A propos du problème des crèches parisiennes, 5200 places ont été créées, et ce mouvement continuera à s'accélérer si Bertrand Delanoë est reconduit en tant que maire. De grands travaux de circulation se sont également achevés récemment avec pour résultat : 36 quartiers verts, une hausse de 15% de la fréquentation du métro, des aménagements cyclables doublés et bien sûr l'instauration des Vélib', 100 000 voyageurs par jour dans le nouveau tramway, une amélioration de la qualité de l'air... La politique du logement a aussi changé du tout au tout puisque 30 000 logements sociaux ont été financés contre 9500 sous la mandature UMP, 80% du logement insalubre a été résorbé et des commissions d'attribution de logements transparentes ont été instaurées (sauf quand le maire d'arrondissement UMP s'y est opposé, comme l'a fait par exemple M. Tibéri dans le 5^e arrondissement).

Mais Bertrand Delanoë a également développé une politique extravertie avec la banlieue parisienne en raisonnant à l'échelle de l'agglomération et en cassant la logique de domination. La conférence métropolitaine, assemblée des maires créée en 2006 qui permet de réfléchir à l'avenir

de l'agglomération, n'a reçu aucune critique et a permis de développer l'idée de « Paris Métropole ». Des investissements communs à Paris et à plusieurs communes ont été réalisés. La création de « Paris Métropole » est un objectif de Bertrand Delanoë pour 2008-2014 qui nécessitera une meilleure harmonisation de la politique de transport et une meilleure solidarité financière et fiscale.

Finalement, outre tout ce qui vient d'être évoqué, Bertrand Delanoë a fait « swinguer » Paris et la population hétéroclite qui y réside : par exemple, par le nouvel éclat du patrimoine culturel et une multitude d'événements et de manifestations festives. Ne minimisons pas ces actions ! Un Paris revigoré n'est pas seulement une action politique, ou une action de « comm' », mais un enjeu économique par son rayonnement. Paris ne peut se contenter d'être une ville historique, mais doit utiliser son patrimoine pour un renouvellement culturel incessant. « Les nuits blanches », la future « Gaité lyrique » de l'opérette aux arts numériques, « Paris-plage »...permettent à Paris de s'illuminer, de s'activer, d'étonner, d'enthousiasmer.

Paris se réveille et nous ne voulons pas que cette ville se rendorme !

Pour un Paris qui poursuit et accélère l'action menée depuis 7 ans, pour un Paris qui réunit toute l'agglomération, pour un Paris dynamique et solidaire, votons pour Bertrand Delanoë ! ■

Le plan Bouillie

Par Michel Servoyal

Lénifiant sur la forme (une longue lecture). Déplorable souvent. Extrêmement brouillon sur le fond. Accablant et dérisoire sur certains points. Les adjectifs ne manquent pas pour décrire le prétendu plan « Espoir Banlieue » présenté par Sarkozy le 8 février. Pendant la campagne, il parlait d'un « Plan Marshall » qui s'est ensuite transformé en plan « anti-glandouille » puis « Espoir banlieue », qui devait être présenté à Vaulx-en-Velin avec Fadela Amara le 22 janvier, puis critiqué (par Christine Boutin) puis présenté ce matin « en grandes pompes ». Un discours de trois quarts d'heure suivi d'ailleurs d'aucune question. Le Président aurait-il peur des questions ? Il a de quoi. Revenons sur trois quarts d'heures consternants pour la crédibilité de la parole politique dans ce pays.

L'aveu d'un terrible échec

Discours électoraliste oblige, Sarkozy en revient aux « fondamentaux ». Outre le couplet sur l'immigration : sécurité, sécurité, sécurité. Et cette phrase extraordinaire : « J'assume tout ce que j'ai dit et fait par le passé sur le sujet », juste après avoir dit que rien n'avait été fait, qu'il fallait tout commencer, discours habituel et amnésique ressassé depuis le mois de mai dernier. Il en appelle ensuite à la fin de la « loi des bandes », à la « hausse spectaculaire des moyens des GIR (Groupes d'Interventions Régionaux) » en créant 4000 postes de policiers supplémentaires. Mais qui depuis 2002 était Ministre de l'Intérieur, qui a créé les GIR sans leur donner les moyens nécessaires, qui a supprimé d'un trait de plume et par pure idéologie, la police de proximité qui, si elle demandait quelques aménagements, est une voie intéressante reconnue par tous ? Qui a laissé prospérer l'économie souterraine, sinon le Ministre qui a supprimé une police de terrain, seule capable d'identifier les réseaux agissant dans les cités populaires, au profit d'opérations spectaculaires devant force caméras ?

Pendant plus de quinze minutes (soit le tiers de son discours), en insistant sur la dimension sécuritaire nécessaire, mais certainement pas suffisante du relèvement des banlieues, Sarkozy n'a fait que solder les comptes désastreux de sa politique menée depuis 2002.

Le Président qui annonce la démission... de l'Etat !

Quelques perles idéologiques déclenchent la consternation dans ce discours. A priori encore chef de l'Etat, même si les Français ont du mal à s'en rendre compte, Sarkozy a à deux reprises signifié la démission de l'Etat dans les banlieues ou au minimum un message éminemment contradictoire. Reprenant une des rares idées de François Bayrou au cours de l'élection présidentielle, Sarkozy a indiqué qu'il souhaitait un « représentant coordonnant l'action de l'Etat à plein temps dans les banlieues ». Le problème est évidemment pris à l'envers. Il faudrait déjà que ce « sous-préfet » (si l'on reprend l'idée de Bayrou) ait quelque chose à coordonner. Il n'y a plus ni bureau de poste, ni agence Assedic ou ANPE, ni hôtel des impôts ou caisse de sécurité sociale dans un grand nombre de quartiers populaires. Ne parlons même pas des transports alors que l'Etat consent une aumône de 500 millions € quand cela représenterait à peine le coût du développement du tramway tant nécessaire de Clichy-sous-bois.

Le plan « Espoir Sarkozy » et ses oublis

Pour faire illusion, Sarkozy était entouré de ses « Ministres », dont Fadela Amara. En réalité, son discours a été une suite de « je » absolument

terrifiante, brimant toute dynamique collective.

C'est pourtant précisément en s'appuyant sur les élus et les acteurs locaux, qui ont fait depuis longtemps de nombreuses propositions, que la problématique des quartiers populaires pourra se régler. Certainement pas en annonçant des chiffres les uns les plus invraisemblables que les autres (100 000 par ci, 250 000 par là).

En outre, puisque Sarkozy a signifié le désengagement coupable de l'Etat, il n'a pas évoqué bien sûr l'un des sujets centraux de l'absence de résolution des difficultés des banlieues qui passe par la fiscalité locale. Totale-ment inique et archaïque, cette fiscalité conduit à priver les collectivités locales de toutes ressources. Ce sont pourtant elles, beaucoup plus que les agences nationales (créées puis supprimées, voir le cas lamentable de l'ANRU de Borloo) qui permettront d'initier sur le terrain, en s'adaptant à chaque logique locale, des projets fédérateurs. La remise à plat de la taxe d'habitation que demandent depuis longtemps les députés PS Manuel Valls et François Pupponi notamment, le caractère fixe de la dotation de solidarité urbaine (abaissée de manière scandaleuse encore cette année) sont des éléments indispensables de succès de la rénovation de nos quartiers. Rien non plus dans la longue communication élyséenne

sur l'absolue nécessité du respect de la loi SRU (condition indispensable de mixité sociale), pourtant l'une des 312 propositions sur 316 du rapport Attali que Sarkozy avait dit vouloir « appliquer »... (assurément, on n'est plus à une contradiction près...)

De ce Plan étriqué, on pourrait retenir quelques initiatives plutôt bonnes comme celles de financer de ma-

nière pluriannuelle les associations (un bel aveu d'échec également, après avoir supprimé massivement les subventions...), à faire accéder des jeunes issus des quartiers populaires aux CPGE (ce en quoi Sarkozy ne fait que réinventer l'eau chaude après les initiatives prises par l'ES-SEC et l'ESCP notamment). Mais surtout, on est frappé par la bouillie informe, souvent indigeste (éternels

rappels sur le refus de l'« excision », de la « loi des tribus »...), par le caractère idéologique de certaines mesures dangereuses et par les manques criants d'une analyse qu'on nous promettait comme « révolutionnaire ».

Une seule question : Fadela, à quand la démission ? ■



La section PS de Sciences Po

Créée en mars 2006 pour permettre aux socialistes de faire entendre leur voix au sein de Sciences-Po, sur la base d'une véritable réflexion politique et d'un nouvel engagement militant.

Cette section a vocation à être un lieu de débat et de propositions pour les militants et sympathisants socialistes, et ce dans un esprit d'ouverture et de camaraderie.

Face à une droite de plus en plus dure, face à la montée des inégalités, la mobilisation de la gauche et notamment celle des socialistes, au niveau national comme à l'échelle locale, est plus que jamais nécessaire.

CONTACTS

Secrétaire de section

Camille Spire

06 87 69 58 03

camille.spire@sciences-po.org

LA ROSE AU POING N° 8

Responsable de la publication

Jonathan Gindt

Maquette

Charles Gauthier

Les articles publiés dans ce journal n'engagent que leurs auteurs.

Ni le Parti Socialiste, ni la section de Sciences Po ne pourront en être tenus pour responsables.

**Rejoignez
le Parti socialiste,
adhérez à la section
de Sciences Po !
www.parti-socialiste.fr**

**Retrouvez-nous sur notre blog :
<http://ps-scpo.over-blog.com>
ou contactez-nous à l'adresse
ps_scpo@yahoo.fr**